

برنامج
الأغذية
العالمي



Programme
Alimentaire
Mondial

World
Food
Programme

Programa
Mundial
de Alimentos

**Première session ordinaire
du Conseil d'administration**

Rome, 8–11 février 2010

RAPPORTS D'ÉVALUATION

**Point 7 de l'ordre du
jour**

Pour examen

F

Distribution: GÉNÉRALE

WFP/EB.1/2010/7-B

8 janvier 2010

ORIGINAL: ANGLAIS

RAPPORT SUCCINCT DE L'ÉVALUATION THÉMATIQUE CONJOINTE DE L'APPUI DE LA FAO ET DU PAM AUX SYSTÈMES D'INFORMATION POUR LA SÉCURITÉ ALIMENTAIRE

Le tirage du présent document a été restreint. Les documents présentés au Conseil d'administration sont disponibles sur Internet. Consultez le site Web du PAM (<http://www.wfp.org/eb>).

NOTE AU CONSEIL D'ADMINISTRATION

Le présent document est soumis au Conseil d'administration pour examen.

Le Secrétariat invite les membres du Conseil qui auraient des questions de caractère technique à poser sur le présent document à contacter les fonctionnaires du PAM mentionnées ci-dessous, de préférence aussi longtemps que possible avant la réunion du Conseil.

Directrice du Bureau de l'évaluation: Mme C. Heider tél.: 066513-2030

Chargée de l'évaluation, Bureau de l'évaluation: Mme A.-C. Luzot tél.: 066513-3421

Pour toute question relative à la distribution de la documentation destinée au Conseil d'administration, prière de contacter Mme I. Carpitella, Assistante administrative de l'Unité des services de conférence (tél.: 066513-2174).

RESUME

À la demande des organes directeurs de l'Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture (FAO) et du PAM, les bureaux de l'évaluation de ces deux institutions ont entrepris une évaluation – leur première évaluation indépendante conjointe – de l'appui apporté par la FAO et le PAM aux systèmes d'information sur la sécurité alimentaire (SISA) dans le but de déterminer jusqu'à quel point la FAO et le PAM ont, indépendamment et conjointement, contribué à améliorer les SISA et à en accroître l'efficacité et jusqu'à quel point ces systèmes d'information ont, à leur tour, contribué à faciliter la prise de décisions.

D'une manière générale, l'appui que la FAO et le PAM apportent aux SISA contribue utilement à la mise en place des systèmes améliorés d'information sur la sécurité alimentaire dont ont besoin les gouvernements nationaux, les donateurs, la FAO, le PAM, les autres institutions des Nations Unies et organisations non gouvernementales internationales, bien que ces besoins ne demeurent encore qu'imparfaitement compris.

Les SISA appuyés par la FAO et par le PAM permettent d'obtenir des données plus récentes, sont plus accessibles et comportent plus d'informations et facilitent mieux les analyses que par le passé. En outre, ils font de plus en plus largement appel aux partenariats et au consensus. Cependant, il subsiste certains aspects importants de la sécurité alimentaire qui ne sont pas suffisamment couverts par les SISA, en particulier la nutrition, la problématique hommes-femmes et les problèmes urbains.

La structure organisationnelle et les mandats de la FAO et du PAM influent directement sur l'efficacité de leur appui aux SISA. Le PAM a pour sa part, pour faciliter la fourniture de son aide alimentaire, élaboré au plan interne un SISA efficace fondé sur une approche d'analyse et de cartographie de la vulnérabilité. La FAO, qui est investie d'un mandat beaucoup plus large et qui doit fournir des informations concernant la sécurité alimentaire dans le monde en général et renforcer les capacités nationales et régionales en matière de SISA, a apporté à ces systèmes un appui beaucoup plus fragmenté.

De toutes les activités liées aux SISA, la communication demeure la plus problématique par suite, principalement, de l'absence d'une approche stratégique et d'une compréhension insuffisante des processus décisionnels que les SISA sont censés faciliter.

L'évaluation a confirmé les conclusions auxquelles étaient parvenues nombre d'études précédentes, à savoir que les informations générées par les SISA appuyés par la FAO et le PAM sont largement utilisées pour la prise de décisions en périodes d'urgence et de crise humanitaire. Il est beaucoup plus difficile de déterminer si ces informations contribuent directement à l'adoption des décisions concernant les politiques ou les interventions de développement, bien que les SISA soient fréquemment cités comme source des informations utilisées par l'adoption de décisions concernant les investissements dans le développement. D'une manière générale, comme l'on connaît mal les processus décisionnels de la plupart des

parties prenantes, les SISA ne sont généralement pas exploités comme ils pourraient l'être, surtout dans le contexte des activités de développement.

L'évaluation n'a trouvé aucun SISA national qui ait continué d'être pleinement fonctionnel après la fin du financement extérieur. Elle est parvenue à la conclusion que les SISA, lorsqu'ils sont conçus en ayant en vue aussi bien les besoins des donateurs que ceux du pays, ne sont fréquemment pas considérés comme une priorité aux fins de l'allocation des crédits par le gouvernement national. La pérennité des SISA ne doit pas être considérée comme dépendant exclusivement d'une prise en main et d'un financement par le pays. En effet, il est dans l'intérêt des donateurs, des organismes des Nations Unies et des organisations non gouvernementales internationales de voir les SISA nationaux continuer de fonctionner comme il convient.

En outre, l'évaluation est parvenue à la conclusion que, bien que la FAO et le PAM soient fréquemment considérés comme se faisant concurrence plutôt que de coopérer, la collaboration entre ces deux institutions est plus étroite qu'on ne le pense. Néanmoins, il demeure possible de renforcer considérablement la complémentarité et la collaboration entre ces deux institutions dans le domaine de l'appui aux SISA.

Les recommandations issues de l'évaluation tendent à ce que la FAO et le PAM:

- élaborent, chacun de son côté, des stratégies devant guider leurs activités en matière de SISA aux échelons national, régional et mondial sur la base d'objectifs généraux définis conjointement, lesdites stratégies devant comporter des plans de mise en œuvre et identifier les ressources nécessaires à cette fin;
- élaborent une stratégie conjointe FAO/PAM en matière de SISA à la lumière de leurs avantages comparatifs;
- s'emploient conjointement à consolider le rôle de premier plan qu'ils jouent dans le domaine des SISA;
- encouragent la mise en place de SISA répondant aux besoins identifiés;
- encouragent, au plan national, la création de partenariats durables entre toutes les parties intervenant dans les SISA;
- élaborent des stratégies pour faire mieux connaître les applications des SISA sur la base d'une compréhension détaillée des processus de prise de décisions en matière de sécurité alimentaire; et
- collaborent pour élaborer une stratégie conjointe FAO/PAM de communication et de plaidoyer dans le domaine des SISA.

PROJET DE DECISION*

Le Conseil prend note du "Rapport succinct de l'évaluation thématique conjointe de l'appui de la FAO et du PAM aux systèmes d'information pour la sécurité alimentaire" (WFP/EB.1/2010/7-B) et de la réponse de la direction publiée sous la cote WFP/EB.1/2010/7-B/Add.1 et invite les deux institutions à continuer de mettre en œuvre les recommandations formulées, compte tenu des observations formulées par le Conseil lors de son examen.

* Ceci est un projet de décision. Pour la décision finale adoptée par le Conseil, voir le document intitulé "Décisions et recommandations" publié à la fin de la session du Conseil.



GENERALITES

Contexte

1. Après une dizaine d'années de sécheresses et de famines, la Conférence mondiale de l'alimentation est parvenue à la conclusion, en 1974, que les systèmes existants de suivi et d'information étaient insuffisants, à la suite de quoi différentes institutions ont mis au point de nouveaux systèmes d'information pour la sécurité alimentaire (SISA), comme le Système mondial d'information et d'alerte rapide sur l'alimentation et l'agriculture (SMIAR) de l'Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture (FAO). De multiples opérations de secours alimentaires d'urgence ayant dû être réalisées pendant les années 80 et 90, le Sommet mondial de l'alimentation, en 1996, a encouragé la FAO à lancer au niveau de toutes les institutions des Nations Unies une initiative visant à élaborer des systèmes d'information permettant de suivre plus efficacement l'insécurité alimentaire et la vulnérabilité. C'est ainsi qu'a été entreprise l'initiative visant à élaborer le Système d'information et de cartographie sur l'insécurité alimentaire et la vulnérabilité (FIVIMS). Treize ans plus tard, l'insécurité alimentaire demeure extrêmement préoccupante, étant en outre aggravée par des éléments de plus en plus complexes comme les changements climatiques, la rapidité de l'urbanisation, des pandémies et l'instabilité des prix des produits alimentaires sur les marchés mondiaux. Tous ces facteurs sont autant de difficultés sans précédent sur le plan de l'information mais ne font que confirmer que des SISA plus efficaces demeurent nécessaires.
2. Des projets et des programmes spécifiques ont été élaborés par le passé, mais la question des SISA en tant que grand thème stratégique n'a pas encore été évaluée. C'est ainsi qu'à la demande du Comité du programme de la FAO et avec l'accord du Conseil d'administration du PAM, les deux institutions ont lancé en 2008 une évaluation indépendante conjointe de l'appui apporté aux SISA par la FAO et le PAM.

Systèmes d'information pour la sécurité alimentaire

3. Le concept de SISA est dynamique et est interprété différemment selon la localité et le contexte. Compte tenu de l'utilisation que font de ce concept les principales organisations internationales intéressées comme la FAO, le PAM et les organisations non gouvernementales (ONG) internationales ainsi que les donateurs et les instituts de recherche, la définition des SISA utilisée aux fins de l'évaluation est la suivante:

Par système d'information pour la sécurité alimentaire, l'on entend une série d'activités connexes visant à rassembler des informations sur la sécurité alimentaire: élaboration de méthodes et de directives techniques, génération de données, nettoyage et stockage des données, analyse des données et communication. Ces activités ont pour but d'appuyer une ou plusieurs des fonctions essentielles ci-après: génération de données de référence, alerte rapide, évaluations des besoins, suivi de la sécurité alimentaire et suivi et évaluation des activités entreprises pour atténuer l'insécurité alimentaire¹.

¹ Comme exemples d'activités visant à combattre l'insécurité alimentaire, l'on peut citer l'aide alimentaire d'urgence, l'aide au développement agricole, la gestion des réserves de produits alimentaires, les interventions sur les marchés, les filets de sécurité sociale et les programmes de nutrition et de santé.

4. Le concept de SISA national, régional et mondial est normalement entendu comme désignant l'ensemble des systèmes d'information sur la sécurité alimentaire fondés sur des plates-formes faisant appel à de multiples intervenants comme les principaux ministères sectoriels, les représentants de l'administration locale, différents groupes nationaux directement intéressés par la sécurité alimentaire comme les confédérations d'agriculteurs et les associations professionnelles, les instituts de recherche ainsi que les partenaires de l'extérieur. Ces plates-formes sont essentiellement des mécanismes de coordination visant à surveiller l'insécurité alimentaire en association avec la société civile.
5. La FAO a reçu pour mandat de générer, d'analyser et de diffuser des informations concernant l'alimentation, la nutrition et l'agriculture, en tant que bien public, et de faciliter une utilisation appropriée de cette information. Dans ce contexte, la FAO lance, administre et appuie une large gamme d'initiatives mondiales, régionales et nationales d'information sur la sécurité alimentaire, comme le SMIAR, le système FIVIMS, FAOSTAT, le rapport sur l'état de l'insécurité alimentaire dans le monde, les Perspectives alimentaires et des études de marchés, entre autres. Un aspect important de l'appui fourni par la FAO aux SISA tend à renforcer les capacités aux échelons régional et national comme le Programme sur l'information pour l'action en matière de sécurité alimentaire. Nombre de ces initiatives ont pour objet de renforcer les capacités nationales et locales de générer et de gérer l'information sur la sécurité alimentaire pour faciliter l'analyse des politiques et la prise de décisions. Le portefeuille d'activités de la FAO en matière de SISA évolue en fonction de l'évolution des besoins d'information et des nouvelles activités à réaliser, par exemple dans le contexte du droit à l'alimentation. Le processus de réforme interne entrepris par la FAO à la suite de l'évaluation externe indépendante de 2007 se traduira sans doute par de nouveaux changements dans ce portefeuille d'activités et conduira à rationaliser davantage les initiatives menées par l'Organisation en matière d'information sur la sécurité alimentaire.
6. Le PAM doit, dans le cadre de son mandat, suivre efficacement la situation en matière de sécurité alimentaire pour pouvoir mener à bien toutes ses tâches de programmation et de planification. Au fil des ans, le Programme a renforcé ses initiatives dans ce domaine, particulièrement par l'entremise du service de l'analyse et de la cartographie de la vulnérabilité (ACV) qui a été créé en 1994 pour mieux suivre la vulnérabilité et l'insécurité alimentaire. En 2004, le PAM a élaboré un Plan de mise en œuvre destiné à renforcer les capacités d'analyse des besoins d'urgence (SENAIP). Ce plan visait, sur une période de trois ans, à améliorer la disponibilité d'informations concernant la situation antérieure à une crise, à renforcer les capacités d'évaluation et à rehausser le rôle joué par le PAM en matière de développement conceptuel et de mise en place de SISA. L'actuel Plan stratégique du PAM (2008–2013)² met en relief le rôle joué par l'ACV s'agissant de mieux comprendre aussi bien les facteurs structurels que les causes immédiates qui sont à l'origine de l'insécurité alimentaire.
7. La FAO et le PAM ont fréquemment, par le passé, travaillé conjointement à différentes initiatives visant à améliorer l'information sur la sécurité alimentaire, dont les plus visibles sont les missions conjointes d'évaluation des récoltes et des disponibilités alimentaires, qui sont organisées depuis les années 70 dès que surgit une crise alimentaire. Plus récemment, les deux institutions, conjointement avec d'autres partenaires, ont collaboré à l'élaboration du cadre intégré de classification de la sécurité alimentaire (IPC). L'IPC, qui est fondé sur une analyse de la sécurité alimentaire associant toutes les institutions intéressées, a pour

² Le Plan stratégique du PAM (2008–2011) a été prolongé jusqu'en 2013 conformément à la décision 2009/EB.A/3 du Conseil d'administration.



but de garantir que la situation de la sécurité alimentaire soit transparente, claire et bien comprise, pour pouvoir ainsi prendre en meilleure connaissance de cause les décisions pour la renforcer. L'IPC – comme toutes les autres initiatives tendant à améliorer l'information sur la sécurité alimentaire appuyées par la FAO et par le PAM – repose sur un dialogue continu avec les donateurs, qui jouent un rôle critique dans l'ensemble des activités mises en œuvre dans ce domaine.

8. Les deux institutions, tout en s'employant à renforcer les SISA, ont poursuivi en la matière des objectifs très différents reflétant la diversité de leurs mandats respectifs. Pour la FAO, l'appui aux SISA revêt deux formes: i) appui à la création et au renforcement de SISA efficaces dans les pays membres et les différentes régions; et ii) diffusion d'informations sur la sécurité alimentaire dans le monde en tant que bien public. Le PAM, en revanche, s'est attaché surtout à mettre au point des SISA internes pour améliorer ses propres procédures de gestion des programmes et de prise de décisions et atteindre ainsi ses objectifs globaux en matière d'assistance alimentaire. En outre, depuis une date plus récente, le PAM fournit de plus en plus fréquemment un appui au renforcement des capacités en matière d'information sur la sécurité alimentaire aux échelons national et régional. Simultanément, les compressions budgétaires à la FAO ont obligé cette institution à réduire l'appui qu'elle fournit pour le renforcement des capacités des SISA.

L'évaluation

9. L'objectif de l'évaluation a été de mesurer jusqu'à quel point la FAO et le PAM ont, individuellement et conjointement, contribué à améliorer les SISA et à en accroître l'efficacité et jusqu'à quel point ces systèmes d'information ont, à leur tour, contribué à faciliter la prise de décisions. L'évaluation a porté sur la période 2002–2008 ainsi que sur une série représentative d'informations sur la sécurité alimentaire et d'initiatives de chacune des deux institutions.
10. Il a été utilisé aux fins de l'évaluation une large gamme de méthodes et de sources d'informations: examen des documents pertinents; analyse des évaluations antérieures d'activités relatives aux SISA; entretiens individuels et en groupe avec des personnes bien informées de la FAO et du PAM, de gouvernements des pays membres, d'ONG internationales et de fondations, de donateurs, d'organismes des Nations Unies et d'instituts de recherche; et enquête menée par questionnaire auprès d'une large gamme d'intervenants dans les SISA. Des études de cas de différents pays et des évaluations régionales ont été réalisées en février-mars 2009 en Afrique du Sud, au Botswana, au Burkina Faso, au Cambodge, en Éthiopie, au Kenya, au Mozambique, à Sri Lanka, au Tchad et en Thaïlande; et des visites et entrevues ont également été menées dans plusieurs capitales de pays d'Europe et d'Amérique du Nord. Les pays et les régions ayant fait l'objet d'une étude ont été sélectionnés sur la base d'une série prédéterminée de critères, dont le degré d'insécurité alimentaire et la présence de la FAO et du PAM.
11. Il a été utilisé une matrice d'évaluation articulée autour de questions fondamentales concernant la pertinence, l'efficacité, l'efficience, l'impact et la durabilité, une attention particulière étant accordée à la coordination et à la collaboration entre la FAO et le PAM.

12. L'équipe d'évaluation était composée de quatre consultants internationaux indépendants qui ont travaillé en collaboration avec deux responsables de l'évaluation de la FAO et du PAM. L'évaluation a été cogérée par les bureaux de l'évaluation des deux institutions et a été appuyée par un groupe d'experts de l'extérieur³.

TRAITS SAILLANTS DES RESULTATS DE L'EVALUATION

Pertinence de l'appui de la FAO et du PAM

13. Étant donné la persistance de niveaux inacceptables d'insécurité alimentaire dans le monde entier, la nécessité de disposer de SISA efficaces est indiscutable. L'évaluation a constaté que la FAO et le PAM avaient joué un rôle utile en élaborant des SISA aux échelons mondial, régional, national et local et en renforçant ceux qui existent déjà.
14. Tous les groupes de parties prenantes reconnaissent le rôle unique que joue la FAO en générant des informations sur la sécurité alimentaire dans le monde et des informations comparables au plan international en tant que bien public. Cependant, étant donné les contraintes budgétaires auxquelles est soumise la FAO, des craintes ont été exprimées quant à sa capacité de continuer de jouer ce rôle de premier plan.
15. L'approche ACV du PAM reflète un concept de SISA unique pour l'ensemble de l'institution. Cette approche rassemble certaines des fonctions essentielles des SISA, comme collecte de données de référence, alerte rapide, évaluation des besoins et suivi de la sécurité alimentaire, afin de faciliter les processus de prise de décisions concernant les activités d'aide alimentaire du PAM. En outre, l'information générée par le système ACV du PAM n'est pas seulement utile pour celui-ci mais est utilisée également par un grand nombre d'acteurs humanitaires et d'organismes de développement qui la jugent extrêmement pertinente.
16. Il ressort clairement des descriptifs, des évaluations et des examens de projets et de programmes, qui ne contiennent que des informations éparses à ce sujet, que l'on ne sait généralement guère quel est l'appui que la FAO et/ou le PAM devraient apporter aux SISA. L'information disponible ne permet pas de procéder à une analyse comparative qui ferait apparaître les besoins prioritaires. L'on comprend difficilement, par exemple, quelles sont les raisons pour lesquelles ce sont certains pays ou certaines régions plutôt que d'autres qui ont été sélectionnés en vue d'un appui aux SISA ou pour lesquels un appui a été fourni à certaines fonctions spécifiques des SISA mais pas à d'autres.
17. L'approche axée sur les projets que la FAO a généralement suivie en matière d'appui aux SISA aux échelons national et régional a habituellement consisté à inclure dans les descriptifs de projets des informations concernant les structures des SISA existants et les activités à entreprendre dans ce domaine. Or, la décision de la FAO de mettre l'accent non plus tant sur des projets spécifiques d'appui aux SISA nationaux et régionaux mais plutôt sur un appui centralisé au niveau du Siège risque de déboucher sur une uniformisation de cet appui qui empêcherait de l'adapter autant qu'il le faudrait aux capacités, aux ressources et aux besoins existants aux échelons national et local, ce qui ne ferait que renforcer l'idée trompeuse, très répandue parmi les parties prenantes, que l'appui que la FAO et le PAM apportent aux SISA est déterminé par l'offre.

³ Mme Margie Buchanan-Smith (consultante indépendante), M. Todd Benson (Institut international de recherche sur les politiques alimentaires), M. Dramane Coulibaly (Comité permanent inter-États pour la lutte contre la sécheresse dans le Sahel) et M. Gary Eilerts (Agency for International Development des États-Unis).

18. Bien que s'efforçant, de plus en plus, de tenir compte des besoins changeants, la FAO et le PAM, pour l'essentiel, ne modulent l'appui qu'ils fournissent aux SISA qu'après coup, ne s'attachant pas comme il le faudrait à devancer les problèmes avant qu'ils ne deviennent des crises.
19. La FAO et le PAM ont renforcé certaines fonctions des SISA plus que d'autres, en particulier la génération de données de référence, comme les analyses approfondies de la sécurité alimentaire et de la vulnérabilité réalisées par le PAM, et les évaluations des besoins. Parmi les autres, celles qui semblent avoir reçu le moins d'attention ont été le suivi et l'évaluation des activités visant à promouvoir la sécurité alimentaire et particulièrement les interventions tendant à atténuer l'insécurité alimentaire. Comme bien d'autres organisations, la FAO et le PAM disposent pour la gestion de leurs propres activités de systèmes de suivi et d'évaluation des programmes et des projets bien établis. Cependant, ces systèmes sont rarement liés aux SISA, de sorte qu'ils ne fournissent qu'un appui insuffisant aux activités visant, d'une façon générale, à suivre les interventions de lutte contre l'insécurité alimentaire. En outre, l'appui apporté en matière d'alerte rapide n'a cessé de diminuer au cours des dernières années par suite, principalement, de la décision de la FAO de suspendre un certain nombre de programmes d'appui aux échelons régional et national. Cette décision a été imposée par les compressions budgétaires, qui ont conduit à mettre fin à un grand nombre de programmes et de projets sous-régionaux et nationaux.
20. Bien que généralement conçus de manière à générer des informations sur les deux aspects, les SISA appuyés par la FAO et le PAM tendent à faire une plus large place aux opérations d'urgence et aux opérations humanitaires qu'aux activités de développement à plus longue échéance. Cela est dû, pour une large part, à la genèse des SISA et à la terminologie connexe, qui ont été créés dans un contexte d'action humanitaire. De ce fait, les systèmes mis au point au niveau de l'ensemble de l'Organisation, comme le SMAR et le système ACV, s'ils sont utiles pour des processus décisionnels des deux types, sont généralement considérés comme des instruments humanitaires, de sorte que l'appui qui doit être fourni en matière d'information sur la sécurité alimentaire tend à être envisagé dans le contexte d'approches et de terminologie typiquement humanitaires.

Efficiences de l'appui fourni par la FAO et le PAM

21. Au PAM, les activités concernant les SISA sont coordonnées par un service du Siège chargé d'assurer la cohérence des activités menées dans ce domaine aux échelons national et régional et au Siège. Le plan de mise en œuvre destiné à renforcer les capacités d'analyse des besoins d'urgence a permis de générer avec plus d'efficacité les informations sur la sécurité alimentaire nécessaires à l'adoption des décisions touchant l'assistance alimentaire du PAM, essentiellement grâce à une amélioration des directives techniques, à une normalisation plus poussée des processus de collecte et de traitement de l'information et à une meilleure adaptation des évaluations des besoins d'urgence et des études de référence aux besoins du PAM en matière de programmation.
22. À la FAO, la formulation des activités concernant l'information sur la sécurité alimentaire et l'appui aux différents aspects des SISA aux échelons national, régional et mondial dépendent d'un grand nombre de services du Siège. Bien que la FAO dispose également de bureaux de pays et de bureaux régionaux, l'appui apporté aux SISA associés à l'Organisation aux échelons national et régional est pour l'essentiel conçu et fourni directement par les services techniques du Siège. L'appui fourni par la FAO aux SISA relevant d'un grand nombre d'acteurs différents agissant fréquemment chacun de son côté sans pouvoir se référer à une stratégie globale, l'interaction avec les partenaires, qui ont



peine à comprendre qui fait quoi à la FAO, est désorganisée et manque fréquemment d'efficacité.

23. Depuis de nombreuses années, la FAO préconise l'intégration de SISA nationaux transversaux à des structures faïtières afin de faire en sorte que les différents ministères sectoriels, par exemple, contribuent à leurs activités. Toutefois, du fait des liens structurels que la FAO entretient avec les ministères de l'agriculture et de la tendance à considérer la sécurité alimentaire principalement sous l'angle de la disponibilité d'un apport calorique provenant de la production céréalière, les SISA nationaux appuyés par la FAO ont fréquemment été intégrés aux divisions des ministères en question chargées de la production agricole. Or, le fait de rattacher ces plates-formes multisectorielles à un seul ministère fonctionnel limite beaucoup les capacités des SISA de bénéficier du concours d'autres ministères et d'intervenants directement intéressés par la sécurité alimentaire, aggrave le risque de doubles emplois et affecte l'efficacité en général.
24. La communication est un élément qui influe directement sur l'efficacité de tout système d'information. Bien que quelques progrès aient été réalisés ces dernières années, l'évaluation est parvenue à la conclusion que, de toutes les activités des SISA, la communication demeure la plus problématique: une diffusion insuffisante de l'information générée affecte beaucoup l'utilité que présentent les SISA s'agissant de faciliter la prise de décisions. Par exemple, il arrive fréquemment que l'information soit largement diffusée, même sans règles adéquates concernant le pourquoi et les modalités de cette diffusion et ses destinataires, de sorte qu'elle ne parvient pas efficacement à ses différents usagers, qu'elle n'est pas diffusée au moment approprié et que son contenu ne répond pas aux besoins et aux capacités des décideurs. Il importe d'améliorer la présentation de l'information pour la sécurité alimentaire en s'attachant davantage à diffuser une information succincte et ciblée parmi les décideurs des organismes donateurs, des ONG et des pays intéressés. Comme il est rare que les SISA puissent suivre systématiquement l'utilisation qui est faite de l'information qu'ils génèrent, ils ne peuvent pas s'adapter à des besoins changeants.
25. La crédibilité des évaluations peut être affectée ou mise en question par l'usage d'une terminologie maladroite dans les communiqués de presse et les autres communications s'adressant aux médias. Il importe de concilier judicieusement la nécessité de diffuser une information factuelle qui risque d'être excessivement technique pour le profane et celle d'aider les médias à publier une information plus parlante pour le grand public.
26. L'évaluation n'a guère trouvé d'indication permettant de conclure que l'une ou l'autre des institutions prenne en compte le rapport coût-efficacité pour définir les différents types d'appui à apporter aux SISA. D'une manière générale, les descriptifs de projets n'envisageaient pas de solution de rechange, pas plus qu'ils ne comportaient d'analyse comparative indiquant pourquoi c'était la FAO ou le PAM qui devait fournir un appui aux SISA, plutôt que quelques autres organisations.

Utilité et accessibilité de l'information pour la sécurité alimentaire

27. Le public a aisément accès à la plupart des informations pour la sécurité alimentaire générées par la FAO et le PAM. De plus en plus, l'on veille à ce que l'information englobe tous les principaux aspects de la sécurité alimentaire – disponibilité, accès, utilisation et stabilité – de manière à générer également des informations pertinentes sur une large gamme de sujets, mais il subsiste des lacunes. Selon les résultats de l'enquête menée par l'équipe d'évaluation, les SISA appuyés par la FAO et le PAM, selon les usagers de l'information, ne généraient que des informations limitées dans des domaines comme la



nutrition, la problématique hommes-femmes et les problèmes de sécurité alimentaire en milieu urbain. Cette conclusion a été corroborée lors des entretiens qu'a eus l'équipe d'évaluation, dont il ressort en outre que les données concernant l'élevage et la pêche ne sont pas intégrées aux SISA. Beaucoup d'utilisateurs se félicitent de la disponibilité accrue de données concernant l'accès et l'utilisation, mais certains ont critiqué l'intégration insuffisante des données dans le contexte de l'information générée. L'Organisation de coopération et de développement économiques et les décideurs des gouvernements, en particulier, ont besoin d'une information intégrée de sorte que l'utilisateur n'ait pas à combiner plusieurs séries de données.

28. Si, par le passé, le PAM est souvent apparu comme ayant tendance à gonfler les évaluations des besoins, la crédibilité des données sur la sécurité alimentaire publiées plus récemment par le PAM est de plus en plus généralement reconnue. Les efforts d'analyse et de cartographie de la vulnérabilité déployés par le PAM sont connus et appréciés par les utilisateurs de l'information pour la sécurité alimentaire, y compris les gouvernements nationaux, les donateurs, les ONG internationales, les médias et les instituts de recherche.
29. Dans l'ensemble, il a été constaté que, d'une façon générale, les évaluations des besoins sont généralement faites opportunément. Par exemple, les évaluations des besoins d'urgence sont réalisées peu après que les évaluations annuelles des récoltes, qui sont également menées au moment opportun, selon le calendrier des campagnes, donnent l'alerte. Souvent, la diffusion d'informations sur la sécurité alimentaire est retardée par un long processus d'analyse et de nettoyage de données et la nécessité d'obtenir de multiples approbations, y compris par les gouvernements du pays intéressé ou des pays de la région. Cependant, aussi bien la FAO que le PAM se sont efforcés de surmonter ces difficultés.
30. Il a été constaté que les informations sur la sécurité alimentaire générées à la suite de processus consensuels au niveau des pays étaient beaucoup plus crédibles pour les décideurs et par conséquent avaient plus de chances d'être utilisées. La participation à un processus consensuel de génération ou d'analyse de l'information a été jugée extrêmement importante tant par la FAO que par le PAM, ainsi que par les autres institutions participant à la production d'informations sur la sécurité alimentaire. Concrètement, cette approche se manifestait par la présence de l'emblème de multiples organisations sur les documents d'information sur la sécurité alimentaire. La pratique consistant à produire des informations reposant sur le consensus de tous les intervenants, y compris les gouvernements, les autres partenaires nationaux, les donateurs, les organismes des Nations Unies et les ONG internationales, demeure loin d'être généralisée.
31. Plus les partenariats entre les parties prenantes qui participent à un SISA national sont solides, et plus l'information générée aura de chances d'avoir un impact sur la prise de décisions. Des exemples positifs d'informations reposant sur un consensus ont été constatés au Burkina Faso, au Cambodge, au Kenya, au Mozambique et en Somalie. Tous ces SISA nationaux bénéficient d'un appui solide de la FAO et du PAM et, dans plusieurs cas, la FAO en particulier a joué un rôle central dans leur création.

Utilisation de l'information générée par les SISA

32. Si les systèmes d'information sur la sécurité alimentaire utilisés par la FAO et le PAM, comme le FIVIMS, le SMIAR ou l'ACV, sont utiles dans les contextes aussi bien des activités humanitaires que des activités de développement, l'information ainsi générée est utilisée beaucoup plus explicitement pour les décisions concernant les interventions humanitaires que pour celles qui se rapportent au développement. Cela est apparemment dû à l'idée que l'on se fait généralement des principales fonctions des SISA et au fait que,



dans le jargon des SISA, des expressions comme "évaluation des besoins" ou "alerte rapide" sont habituellement employées dans des contextes humanitaires.

33. Bien que les SISA nationaux existants soient généralement conçus de manière à englober des situations extrêmement diverses, les systèmes analysés par l'équipe d'évaluation étaient généralement orientés vers des questions humanitaires plutôt que vers des questions de développement. Selon les gouvernements nationaux, les informations sur la sécurité alimentaire étaient utilisées surtout dans des domaines comme les interventions en cas de crise, l'élaboration de plans d'intervention en cas d'urgence ou la gestion de la réserve alimentaire d'urgence. L'information générée par les SISA est également utilisée pour la prise de décisions liées à la planification des interventions d'urgence, par exemple dans le contexte des processus d'appels groupés.
34. S'il a également été constaté que l'information générée par les SISA avait été utilisée pour la formulation de programmes et de politiques de développement ou de stratégies pour la réduction de la pauvreté, il était clair que les organismes de développement ne tiraient pas tout le parti possible de l'information générée dans un contexte humanitaire pour la planification et la formulation de politiques de développement à plus long terme.
35. Des initiatives plus récentes des deux institutions, comme l'étude entreprise par la FAO au sujet du rôle de l'analyse de la sécurité alimentaire dans la prise de décisions et les efforts entrepris par le PAM pour améliorer l'information provenant de son propre SISA dans le cadre du SENAIP, ont permis de mieux comprendre les processus de décision liés à la formulation des politiques et des programmes de renforcement de la sécurité alimentaire, y compris les processus internes de programmation de l'assistance alimentaire du PAM. Il est en effet essentiel de s'attacher à mieux comprendre les processus décisionnels des parties prenantes si l'on veut que l'information sur la sécurité alimentaire soit utilisée au mieux.

Durabilité des résultats

36. Il a été constaté que, d'une façon générale, l'appui apporté par la FAO et le PAM a eu pour effet de renforcer les structures intégrées des SISA dans de nombreux pays, y compris tous ceux où s'est rendue l'équipe d'évaluation. De plus, si les activités menées par le PAM dans ce domaine pendant les années 80 et 90 ont tendu principalement à améliorer l'utilisation qui était faite de l'information sur la sécurité alimentaire au plan interne, le Programme joue actuellement un rôle de premier plan dans le fonctionnement des SISA de nombreux pays. Les SISA les plus efficaces sont généralement fondés sur des partenariats ou des réseaux entre les gouvernements nationaux, les organismes des Nations Unies, les donateurs et les ONG internationales, où tous ont voix au chapitre et ont un clair enjeu. La FAO et le PAM ont contribué à la création de ces partenariats.
37. Cependant, il n'a pas été trouvé d'exemple de "durabilité" au sens de la définition communément donnée de ce concept, c'est-à-dire de prise en main par des institutions nationales de l'intégralité du financement et de la gestion d'un SISA après la fin de l'appui extérieur. Tous les SISA dont le financement extérieur avait pris fin avaient enregistré de sérieux reculs et, fréquemment, les systèmes avaient pratiquement cessé de fonctionner. Il y a des exemples de SISA nationaux financés principalement au titre du budget national, mais pas dans des pays à faible revenu et à déficit vivrier.

38. L'approche de l'appui aux SISA fondée sur des projets – et c'est sur cette base qu'est fournie presque toute l'assistance de la FAO et une partie de l'assistance du PAM – est vivement préoccupante à cet égard. L'assistance fondée sur des projets est incompatible avec une durabilité à long terme des SISA dans la mesure où elle n'est pas continue, les projets ne durant que des périodes limitées en raison de leur dépendance à l'égard d'un financement extérieur, souvent sans qu'il soit prévu de suivi ou de stratégies réalistes de retrait.
39. Il a été constaté qu'au cours des dix dernières années, la FAO et le PAM avaient, dans le cadre de leur appui aux SISA nationaux, organisé de larges programmes de formation dans ce domaine, considérant que cela contribuerait à la durabilité des institutions ainsi créées. Cette formation, si elle a pu être utile dans l'immédiat, n'a cependant pas débouché sur des institutions durables, étant donné qu'elle n'avait pas été planifiée dans le cadre d'un programme de renforcement des institutions à plus long terme. L'évaluation est donc parvenue à la conclusion que si les capacités nationales ont été renforcées, l'on ne peut pas supposer pour autant que cela débouchera sur une transformation durable des institutions. Les programmes de renforcement des capacités ont été trop axés sur les produits et sur les capacités individuelles, n'ont pas reposé sur une approche stratégique et sur des évaluations des besoins, outre qu'il n'a pas été accordé assez d'attention au contexte institutionnel ni aux mesures adoptées pour continuer à fournir un appui après la formation et conserver les capacités créées.

Complémentarité et coopération

40. Les documents examinés par l'équipe d'évaluation, les entretiens qu'elle a eus et les études de cas qui ont été réalisées témoignent tous de la coordination et de la coopération qui existent entre la FAO et le PAM. La coopération en matière d'appui aux SISA est beaucoup plus commune sur le terrain qu'au Siège. Il a été constaté cependant que cette coopération est fondée principalement sur des rapports personnels et sur des possibilités et des arrangements ponctuels plutôt que sur une vision stratégique et des accords formels. Si de telles modalités de coopération peuvent donner des résultats à court terme, la réalisation d'objectifs à plus longue échéance exige une coordination stratégique plus étroite au niveau des institutions.
41. Il a été constaté des exemples positifs de collaboration imputable à des initiatives de donateurs ayant joué un rôle crucial en encourageant une coopération constructive entre les deux institutions.

CONCLUSIONS ET RECOMMANDATIONS

Appréciation d'ensemble

42. **Pertinence.** Dans l'ensemble, l'appui apporté aux SISA par la FAO et le PAM répond à la nécessité de disposer de systèmes améliorés afin de générer l'information sur la sécurité alimentaire dont ont besoin les gouvernements nationaux, les donateurs, la FAO, le PAM, les autres organismes des Nations Unies et les ONG internationales, bien que ces besoins demeurent inégalement connus et compris. L'impulsion qu'aussi bien la FAO que le PAM ont donnée au plan international en développant le concept, en élaborant des directives techniques et, d'une manière générale, en appuyant le développement et le fonctionnement des SISA a affecté directement la forme que revêtent les SISA et leur existence en général,



qu'il s'agisse de systèmes à objet spécifique, d'institutions de portée limitée ou de SISA intégrés d'envergure mondiale.

43. **Efficience.** La structure organisationnelle et les mandats de la FAO et du PAM influent directement sur l'efficacité de leur appui aux SISA. Le PAM a pour sa part, pour faciliter la fourniture de son assistance alimentaire, élaboré au plan interne un SISA efficace fondé sur une approche d'ACV. La FAO, qui est investie d'un mandat beaucoup plus large et qui doit fournir des informations concernant la sécurité alimentaire dans le monde en général et renforcer les capacités nationales et régionales en matière de SISA, a apporté à ces systèmes un appui beaucoup plus fragmenté. De toutes les activités liées aux SISA, la communication demeure la plus problématique par suite, principalement, de l'absence d'une approche stratégique et d'une compréhension insuffisante des processus décisionnels que les SISA sont censés faciliter.
44. **Efficacité.** Les SISA appuyés par la FAO et par le PAM permettent d'obtenir des données plus récentes, sont plus accessibles et comportent plus d'informations et facilitent mieux les analyses que par le passé. En outre, ils font de plus en plus largement appel aux partenariats et au consensus. Cependant, il subsiste certains aspects importants de la sécurité alimentaire qui ne sont pas suffisamment couverts par les SISA, en particulier la nutrition, la problématique hommes-femmes et les problèmes urbains.
45. **Impact.** L'évaluation a confirmé les conclusions auxquelles étaient parvenues nombre d'études précédentes, à savoir que les informations générées par les SISA appuyés par la FAO et le PAM sont largement utilisées pour la prise de décisions en périodes d'urgence et de crise humanitaire. Il est beaucoup plus difficile de déterminer si ces informations contribuent directement à l'adoption des décisions concernant les politiques ou les interventions de développement, bien que les SISA soient fréquemment cités comme source des informations utilisées par l'adoption de décisions concernant les investissements dans le développement. D'une manière générale, comme l'on connaît mal les processus décisionnels de la plupart des parties prenantes, la plupart des SISA ne sont pas exploités comme ils pourraient l'être, surtout dans le contexte des activités de développement.
46. **Durabilité.** L'évaluation n'a trouvé aucun SISA national qui ait continué d'être pleinement fonctionnel après la fin du financement extérieur. Elle est parvenue à la conclusion que les SISA, lorsqu'ils sont conçus en ayant en vue aussi bien les besoins des donateurs que ceux du pays, ne sont fréquemment pas considérés comme une priorité aux fins de l'allocation des crédits par le gouvernement national dans les pays à faible revenu. La pérennité des SISA ne doit pas être considérée comme dépendant exclusivement d'une prise en main et d'un financement par le pays. En effet, il est dans l'intérêt des donateurs, des organismes des Nations Unies et des ONG internationales de voir les SISA nationaux continuer de fonctionner comme il convient.
47. **Complémentarité et coopération.** En outre, l'évaluation est parvenue à la conclusion que, bien que la FAO et le PAM soient fréquemment considérés comme se faisant concurrence plutôt que de coopérer, la collaboration entre ces deux institutions est plus étroite qu'on ne le pense. Néanmoins, il demeure possible de renforcer considérablement la complémentarité et la collaboration entre ces deux institutions dans le domaine de l'appui aux SISA.
48. L'évaluation confirme les conclusions reflétées dans le récent document directif conjoint de la FAO, du PAM et du FIDA intitulé "Grands axes de la collaboration entre les institutions ayant leur siège à Rome" (WFP/EB.2/2009/11-C) concernant l'importance de la coopération pour la génération d'informations sur la sécurité alimentaire et les avantages comparatifs des partenaires. Il ressort de ce document que l'avantage comparatif du PAM



en ce qui concerne l'appui aux SISA tient à sa vaste présence sur le terrain et aux informations que génère son service ACV. La FAO, pour sa part, jouit d'un avantage comparatif en matière de collecte et de diffusion d'informations et d'analyses au plan mondial; d'assistance technique et d'élaboration d'outils; et de renforcement des capacités. L'évaluation est également parvenue à la conclusion que le PAM jouit d'un avantage comparatif dans les domaines de l'appui aux SISA dans le contexte des situations d'urgence et des interventions humanitaires ainsi que de l'analyse des données nationales.

Recommandations

49. Les recommandations issues de l'évaluation s'adressent à la direction générale de la FAO et du PAM et à leurs organes directeurs. La mise en œuvre de certaines de ces recommandations aura des incidences financières et les deux institutions devront par conséquent établir entre elles un ordre de priorités. Les recommandations devant être appliquées conjointement par les deux institutions seront clairement identifiées.

⇒ *Stratégies*

50. Recommandation 1.1: La FAO et le PAM devraient élaborer, chacun de son côté, des stratégies devant guider leurs activités en matière de SISA aux échelons national, régional et mondial sur la base d'objectifs généraux définis conjointement, lesdites stratégies devant comporter des plans de mise en œuvre et identifier les ressources nécessaires à cette fin.

51. Ces stratégies devraient établir une claire distinction entre l'appui aux SISA – par exemple sous forme de génération de modèles, de méthodes et d'outils, de renforcement des capacités et de services consultatifs techniques – et la mise en place directe de SISA. Les stratégies élaborées par chacune des deux institutions devraient être fondées sur une analyse des avantages comparatifs des principales parties prenantes, par exemple les autres organismes des Nations Unies, les organismes de développement, les ONG internationales, les donateurs et des organisations intergouvernementales s'agissant de fournir un appui aux SISA à divers niveaux. Cette analyse devrait être fondée sur un dialogue ouvert et continu avec les divers intervenants, un accent particulier devant être mis sur la fonctionnalité à long terme des SISA. Étant donné le rôle de premier plan que jouent la FAO et le PAM en matière de SISA, les organes directeurs de ces deux institutions devraient veiller à ce que celles-ci élaborent et mettent en œuvre des stratégies et des plans d'exécution bien coordonnés.

52. Lors de l'élaboration de ces stratégies:

- La FAO devrait élaborer sa stratégie dans le cadre du processus de réforme en cours afin de mieux coordonner l'appui qu'elle apporte aux SISA et d'améliorer ainsi l'efficacité. Les principaux éléments de la stratégie devraient consister à restructurer le Secrétariat du FIVIMS, en s'inspirant des résultats positifs qu'a donnés l'intégration de celui-ci au Service de la sécurité alimentaire et de l'analyse des projets agricoles et à maximiser la collaboration avec la nouvelle phase du Programme d'information pour l'action en matière de sécurité alimentaire. La FAO devrait également, lors de l'élaboration de sa stratégie, analyser l'utilisation que font les usagers de l'information pour la sécurité alimentaire diffusée au plan mondial.
- Le PAM devrait notamment maintenir un système d'information sur la sécurité alimentaire dans tous les pays à faible revenu et à déficit vivrier, y compris dans ceux qui ne sont pas affectés par des crises ou des besoins humanitaires immédiats. Les SISA ainsi mis en place au plan national devraient fonctionner en étroite coopération avec la FAO et les autres partenaires intéressés.



53. Recommandation 1.2: La FAO et le PAM devraient élaborer une stratégie conjointe FAO/PAM en matière de SISA à la lumière de leurs avantages comparatifs.
54. Les stratégies élaborées par chacune des institutions devraient être complétées par une stratégie conjointe qui comporterait des plans opérationnels en vue de la fourniture d'un appui complémentaire et conjoint aux SISA. Ce processus d'élaboration d'une stratégie conjointe devrait être suivi de près par les organes directeurs des deux institutions, qui devront reconnaître le rôle critique qu'elles jouent en tant que parties prenantes.
55. La stratégie conjointe FAO/PAM d'appui aux SISA devrait comporter:
- des activités de plaidoyer et de sensibilisation à l'importance que revêt un bon fonctionnement des SISA;
 - une stratégie de mobilisation de très nécessaires ressources supplémentaires requises pour l'établissement par la FAO et le PAM d'un diagnostic conjoint de la sécurité alimentaire en vue de renforcer les capacités des SISA nationaux et mondiaux; et
 - l'élaboration de directives concernant l'intégration des activités réalisées en matière d'information pour la sécurité alimentaire par la FAO et par le PAM et de ce type d'activités en général aux cadres de coordination et d'harmonisation comme l'initiative "Unité d'action des Nations Unies", les bilans communs de pays, les plans-cadres des Nations Unies pour l'aide au développement, les stratégies pour la réduction de la pauvreté, les stratégies des pays donateurs, etc.

⇒ *Initiative*

56. Recommandation 2: La FAO et le PAM devraient s'employer conjointement à consolider le rôle de premier plan qu'ils jouent dans le domaine des SISA.
57. La FAO et le PAM devraient investir conjointement pour maintenir et renforcer – et, dans le cas de la FAO, pour une large part, reprendre – leur initiative de développement et de mise en place de SISA sur la base de l'analyse de leurs avantages comparatifs et des décisions de politique générale prises lors de l'élaboration des stratégies d'information pour la sécurité alimentaire.
58. Les deux institutions devraient, pour maintenir et renforcer leur initiative en matière d'information pour la sécurité alimentaire, accorder la priorité aux éléments suivants:
- La FAO et le PAM devraient organiser conjointement, dès que possible, un groupe informel de parties prenantes comprenant notamment les organismes des Nations Unies, les ONG internationales, les gouvernements donateurs, les SISA nationaux et régionaux, les instituts de recherche, les médias internationaux et d'autres importants intervenants. Ce groupe devrait s'employer à promouvoir la création de SISA, en s'inspirant du FIVIMS, mais sous la direction conjointe de la FAO et du PAM, et remanié et rebaptisé afin d'éviter les erreurs du passé et d'en tirer les enseignements appropriés. Il sera particulièrement important de faire en sorte que le groupe fixe des objectifs réalistes et travaille sur la base d'un plan stratégique quinquennal chenille qui serait actualisé chaque année. Le groupe devrait examiner comment il serait possible de mettre en place un réseau mondial composé essentiellement de SISA nationaux et appuyés par des SISA sous-régionaux, régionaux et mondiaux, son objectif ultime devant être de déterminer comment les parties prenantes devront collaborer pour renforcer continuellement et plus efficacement le réseau de SISA. Dans ce contexte, le PAM devrait s'attacher, en étroite association avec la FAO, à s'inspirer des résultats positifs donnés par les

groupes d'experts créés dans le cadre du SENAIP afin de créer des groupes de travail semblables qui puissent appuyer ce groupe informel.

- Le rôle de premier plan que joue le PAM en matière d'appui aux SISA devrait être élargi de sorte que son système d'information sur la sécurité alimentaire ne soit plus seulement un moyen d'améliorer l'efficacité de son action mais soit conçu de manière à faciliter également la prise de décisions par des partenaires qui ne sont pas directement associés aux décisions concernant l'assistance alimentaire du PAM. L'appui que le PAM apporte aux SISA devrait donc être considéré comme un bien public, comme c'est le cas de l'appui fourni par la FAO.

⇒ *Appui technique*

59. Recommandation 3: La FAO et le PAM devraient encourager la mise en place de SISA répondant aux besoins identifiés.
60. La FAO et le PAM devraient, chacun de son côté, veiller à ce que les SISA, à tous les niveaux, disposent des capacités techniques nécessaires pour générer les types d'informations et d'analyses dont ont besoin les décideurs pour faire face aux problèmes contemporains et aux défis futurs en matière de sécurité alimentaire.
61. Pour fournir l'appui technique le plus utile et le mieux approprié, la FAO et le PAM devraient:
- entreprendre périodiquement des analyses stratégiques des besoins des décideurs et des décideurs potentiels en matière d'information sur la sécurité alimentaire, ce travail devant de préférence être accompli conjointement et tenir compte particulièrement des menaces qui risquent de peser sur la sécurité alimentaire future;
 - s'employer conjointement à dégager un accord sur une série d'indicateurs de base en vue d'assurer une mesure intégrée de la sécurité alimentaire qui englobe la nutrition en se fondant sur des initiatives existantes comme l'Équipe spéciale sur l'examen, le suivi et l'évaluation du Comité permanent sur la nutrition, qui est coprésidée par la FAO et le PAM.

⇒ *Durabilité*

62. Recommandation 4: L'appui aux SISA devrait encourager, au plan national, la création de partenariats durables entre toutes les parties intervenant dans les SISA.
63. Pour assurer la "durabilité" des SISA nationaux, la FAO et le PAM devraient, chacun de son côté, envisager avec les partenaires de financement la possibilité de reconsidérer la définition usuelle de la durabilité, qui présuppose la pérennité des résultats dans le cadre d'une gestion et d'un financement exclusivement nationaux. Dans le cas des SISA, les donateurs et les autres partenaires ne fournissent pas seulement un appui mais encore utilisent l'information générée, et la "durabilité" devrait désormais être définie comme signifiant "la pérennité des résultats dans le cadre d'un financement et d'un partenariat à long terme entre toutes les parties prenantes".
64. Pour aider à ce que les SISA nationaux soient durables, la FAO et le PAM devraient, chacun de son côté:
- continuer d'appuyer le développement de SISA nationaux sur la base de réseaux et de partenariats de parties prenantes en s'attachant surtout à produire des informations reposant sur un consensus. Dans tous les cas où cela sera possible, la FAO et le PAM devraient privilégier les activités conjointes dans ce domaine;



- se fonder, dans leurs efforts de renforcement des capacités, sur des évaluations systématiques des capacités à renforcer, y compris au niveau de la formulation des politiques, aux niveaux institutionnel/organisationnel et au niveau individuel; et
- envisager la possibilité d'élaborer conjointement une série de lignes directrices concernant les évaluations des besoins en matière de renforcement des capacités des SISA.

⇒ *Communication et prise de décisions*

65. Recommandation 5.1: La FAO et le PAM devraient élaborer des stratégies pour faire mieux connaître les applications des SISA sur la base d'une compréhension détaillée des processus de prise de décisions en matière de sécurité alimentaire.
66. La FAO et le PAM devront, chacun de son côté, veiller à ce que toutes leurs activités en matière d'information pour la sécurité alimentaire tendent à éclairer le processus de prise de décisions. À cette fin, les SISA bénéficiant de leur appui devront comporter des stratégies explicites de communication s'intéressant aux différents groupes de parties prenantes. Les stratégies de communication devront identifier clairement les ressources, les intérêts et les priorités des divers groupes de parties prenantes ciblées et leurs capacités d'utiliser les divers types d'information générés par les SISA et tenir compte des différents processus décisionnels en cause. Elles devraient comporter en outre des mécanismes systématiques d'information en retour.
67. Pour améliorer l'efficacité de la communication en matière d'information pour la sécurité alimentaire, la FAO et le PAM devraient, chacun de son côté:
 - renforcer leurs propres capacités de communication pour faire mieux connaître les activités réalisées en matière de développement des SISA, en mettant spécifiquement l'accent sur la nécessité de comprendre les processus d'adoption des décisions liées à la sécurité alimentaire; et
 - dans la mesure du possible, veiller à ce que le développement des SISA soit appuyé par des spécialistes de la communication qui viennent ainsi compléter les experts de l'information.
68. Recommandation 5.2: La FAO et le PAM devraient collaborer pour élaborer une stratégie conjointe FAO/PAM de communication et de plaidoyer dans le domaine des SISA.
69. Les deux institutions devraient, par leurs efforts de plaidoyer, s'attacher à faire mieux comprendre l'utilité des SISA complémentaires pouvant générer les informations détaillées requises pour une analyse de la sécurité alimentaire, selon la définition de la sécurité alimentaire donnée par le Sommet mondial de l'alimentation de 1996. Cette information devra porter, entre autres, sur la nutrition, les problèmes urbains et la problématique hommes-femmes. Des efforts particuliers devront être entrepris pour faire bien comprendre l'utilité des SISA pour les activités de développement.

LISTE DES SIGLES UTILISES DANS LE PRESENT DOCUMENT

ACV	analyse et de la cartographie de la vulnérabilité
FAO	Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture
FIVIMS	Système d'information et de cartographie sur l'insécurité alimentaire et la vulnérabilité
IPC	cadre intégré de classification de la sécurité alimentaire
ONG	organisation non gouvernementale
SENAIP	Plan de mise en œuvre destiné à renforcer les capacités d'analyse des besoins d'urgence
SISA	systèmes d'information pour la sécurité alimentaire
SMIAR	Système mondial d'information et d'alerte rapide sur l'alimentation et l'agriculture